

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**  
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**OBJET DU MARCHE :**

**Achat, livraison et mise en service de 9 mésocosmes de laboratoire**

**ACHETEUR**

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

**Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués  
prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université, PLACE.**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 – VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE .....	4
1.2 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES .....	4
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
3.1 – TECHNIQUE D'ACHAT / FORME DU MARCHÉ.....	5
3.2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	5
<b>ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON .....</b>	<b>5</b>
5.1 – LIVRAISON .....	5
5.2 – TRANSPORT ET EMBALLAGE.....	6
5.3 – INSTALLATION DES EQUIPEMENTS .....	6
5.4 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	6
5.5 – CONDITIONS D'ADMISSION APRES VERIFICATION.....	6
5.6 – FORMATION DES PERSONNELS .....	6
5.7 – ACCESSOIRES, CONSOMMABLES ET DOCUMENTATION .....	6
<b>ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 – CONDITIONS DE GARANTIE ; PIECES DETACHEES .....</b>	<b>7</b>
7.1 – CONDITIONS DE GARANTIE .....	7
7.2 – OBLIGATION RELATIVE AUX PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES CAPTIFS.....	8
<b>ARTICLE 8 – SERVICE APRES-VENTE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 – PRIX.....</b>	<b>9</b>
10.1 – FORME DES PRIX : .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.2 – CONTENU DES PRIX.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.3 – PRIX DE REGLEMENT .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.4 – FRAIS DE PORT ET D'EMBALLAGE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>ARTICLE 11 –AVANCE ET ACOMPTES .....</b>	<b>9</b>
11.1 – AVANCE.....	9
11.2 – ACOMPTES .....	9
<b>ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>10</b>
12.1 – PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES .....	10
12.2 – DELAIS DE PAIEMENT .....	11
<b>ARTICLE 13 – PENALITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 – RESILIATION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 – DIFFERENDS - LITIGES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 – ASSURANCES.....</b>	<b>14</b>

<b>ARTICLE 20 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 21 – NORMES, LICENCES ET BREVETS .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 22 – LOGO DE L’ACHETEUR .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 23 – CESSION, NANTISSEMENT.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 24 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 25 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations désignées ci-dessous :

**Achat, livraison et mise en service de 9 mésocosmes de laboratoire - 9 x Module Cuve thermorégulée pour recevoir l'eau de mer échantillonnée**

### 1.1- Allotissement

Le marché comprend les deux lots suivants :

**LOT 2 : 9 x Module Cuve thermorégulée pour recevoir l'eau de mer échantillonnée**

**LOT 3 : 9 x Module Contrôle-Commande qui assure la commande :**

- Du sous ensemble de connexion au réseau de fluide caloporteur,
- De la source lumineuse,
- De la fonction de brassage
- et le contrôle de la température cible de échantillon.

Les caractéristiques et prestations techniques des fournitures sont déclinées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

Les candidats ne sauraient, en aucun cas, se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du lieu ou des équipements en place pour justifier l'impossibilité de respecter la totalité de leurs engagements ou pour justifier et obliger l'acheteur à supporter des charges financières qui n'auraient pas été prévues.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCAP et du CCTP.

### 1.2- Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

### 1.3 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

## ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement pour chaque lot et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG/FCS 2021, issu de l'**arrêté du 30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;
- L'offre technique du titulaire composée de son mémoire technique et du cadre de réponse technique auquel il aura répondu ;

**Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/FCS. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

### **ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ**

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

#### **3.1 – Technique d'achat / forme du marché**

La consultation est conduite sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R2124-2 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les prestations donnent lieu à un marché simple, rémunéré à prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

#### **3.2 – Durée et reconduction du marché**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration du délai de garantie.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la durée d'exécution du marché comprend le délai de livraison, le délai d'admission de la marchandise et la période de garantie minimale de 2 ans pour tous les lots.

### **ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR**

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION ET DES PRESTATIONS**

#### **5.1 – Livraison**

La livraison des équipements devra intervenir dans un délai de **6 mois** maximum à compter de la réception du bon de commande, avec les consommables nécessaires à la mise en œuvre de toutes ses fonctions, ainsi que la liste des consommables avec leurs références.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Le Titulaire devra obtenir l'accord préalable de l'acheteur concernant la date de livraison et la date de service du matériel.

Adresse et horaires de livraison :

**Observatoire Océanologique de Banyuls sur mer**

1 avenue Pierre Fabre

66650 Banyuls-sur-Mer

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi 8h30-12H30, 13H30-16H00

Par dérogation aux stipulations de l'article 19 du CCAG/FCS, l'établissement n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation des équipements, quinze jours, au moins, avant la livraison de celui-ci.

## **5.2 – Transport et emballage**

Conformément au CCAG/FCS, les risques afférents au transport incombent au titulaire. Celui-ci reste responsable des opérations de conditionnement, de chargement, d'arrimage, de déchargement et de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français (cf. loi n° 94-665 du 4 août 1994 et le décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour application, modifié par décret n°98-563 du 1<sup>er</sup> juillet 1998).

Dès l'installation des équipements, le titulaire est tenu de procéder à l'enlèvement des emballages, à ses frais.

## **5.3 – Installation des équipements**

L'installation des équipements sera effectuée par la société du titulaire dans un délai d'un mois à l'issue de la livraison.

Le titulaire garantit les performances (tests spécifiques) lors de l'installation des équipements.

L'admission ne sera faite qu'après le contrôle de la réalisation de ces spécifications.

## **5.4 – Formation des personnels**

A l'occasion de la mise en service des équipement du Lot 3, une formation de 2 jours minimum sur l'utilisation du module et le premier niveau de maintenance doit être dispensée sur place par le titulaire à 2 personnes du laboratoire.

Les soumissionnaires détailleront les modalités de la formation dans leur offre.

Les dates de réalisation de cette formation sont précisées par l'acheteur après la notification du marché.

Le lot 2 ne comprend pas de prestation de formation.

## **5.5 – Opérations de vérification**

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées après la livraison des fournitures dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'instrument par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le CCTP, ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

## **5.6 – Conditions d'admission après vérification**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises par l'acheteur qui dressera un procès-verbal contradictoire dans lequel il renseignera les motivations de sa décision.

Les conditions de retour à l'entreprise sont prises dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

## **5.7 – Accessoires, consommables et documentation**

Les équipements seront livrés avec l'ensemble des accessoires et des consommables nécessaires à sa mise en service et aux premières utilisations.

**Le titulaire devra lister tous les accessoires et consommables captifs pour les équipements désignés dans l'objet du marché et en indiquer leur prix** (annexe à joindre au mémoire technique).

Le titulaire fournit, avec les équipements, sans supplément de prix, un manuel pratique d'utilisation, de maintenance et de certificat de marquage CE, qui restera la propriété de l'acheteur. Ce manuel doit expliquer clairement les manœuvres de mise en route, d'utilisation, d'arrêt, ainsi que les interdictions et les opérations de contrôle qui peuvent être faites par le personnel de Sorbonne Université.

La documentation prévue doit être remise au plus tard au moment de la livraison des équipements.

Le titulaire s'engage à fournir, sans supplément de prix, les éventuels rectificatifs à cette documentation pendant la période de garantie.

Les dispositions de la Loi n° 94-665 du 4 août 1994 et son décret d'application n° 95-240 du 3 mars 1995 sur l'emploi de la langue française, rendent obligatoire l'usage du français pour le marquage, l'affichage des messages destinés aux utilisateurs et la rédaction des documents d'accompagnement des matériels commercialisés en France.

## **ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le respect des principes du développement durable est une condition d'exécution de ce marché. Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication et au transport de l'équipement, pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclés ou recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

**Conformément à l'article 21.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.**

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS DE GARANTIE ; PIECES DETACHEES**

### **7.1 – Conditions de garantie**

Les équipements, formant l'ensemble cité dans l'objet du marché sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant la durée de la garantie et toute panne intervenant pendant cette période devra être réparée aux frais du titulaire, sauf cas de l'erreur manifeste de manipulation de l'utilisateur. Cette garantie couvre également les frais de déplacements du personnel du titulaire, de conditionnement, d'emballage, de transport des équipements, nécessités par une remise en état ou son remplacement.

Pendant la garantie, la mise à jour des logiciels est gratuite.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS la durée minimum de la garantie est de 2 ans.

Le délai de garantie démarre à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, ou à l'issue du délai de 15 jours à compter de la formation en l'absence de décision.

Tout défaut constaté lors d'un essai ou d'une vérification de fonctionnement sera porté à la connaissance du titulaire, avec engagement de celui-ci d'y porter remède dans un délai maximal de 8 jours.

Tout dépassement du délai ci-dessus mentionné peut entraîner la mise en application des pénalités de retard définies à l'article 13 du présent document.

Tout temps d'immobilisation pour panne prolongera d'autant la période de garantie.

**Le titulaire précisera dans le mémoire technique le contenu de la garantie. Les exclusions éventuelles de garantie devront être mentionnées clairement.**

Une révision de fin de garantie sera effectuée à l'issue de la période de garantie par le titulaire du marché. Cette visite technique aura pour but de vérifier les fonctionnalités et performances de l'ensemble des équipements, installés. En cas de dégradation des fonctionnalités et/ou des performances, le titulaire effectuera les actions correctives nécessaires au rétablissement du niveau initial de fonctionnalités et / ou de performances.

**Cette révision de fin de garantie ne pourra donner lieu à aucune facturation tant en main d'œuvre, qu'en déplacement, qu'en pièces détachées et accessoires.**

## **7.2 – Obligation relative aux pièces détachées et consommables captifs**

Le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées et à fournir les consommables captifs correspondants, pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date d'admission des équipements, achetés en application du présent marché. Cette obligation ne s'applique pas aux équipements d'occasion de plus d'un an.

## **ARTICLE 8 – SERVICE APRES-VENTE**

Une fois le délai de garantie expiré, le titulaire devra être en mesure de continuer d'assurer un service après-vente (SAV) pendant six ans.

Le titulaire s'engage à assurer un service après-vente du lundi matin au vendredi après-midi (hors jours fériés).

Ce service après-vente sera accessible par téléphone (appel gratuit ou prix d'un appel local sans limitation de durée), messagerie électronique ou via un portail Web.

La prise en compte d'une demande par le service après-vente sera confirmée par un accusé de réception transmis de préférence par voie électronique et mentionnant au minimum les informations suivantes :

- Numéro de la demande,
- Désignation et adresse du site,
- Jour et heure de réception de l'appel, point de départ du délai d'intervention,
- Objet de la demande,
- Nom et coordonnées de l'interlocuteur ayant effectué la demande.

Le service après-vente informe régulièrement l'acheteur de l'avancement de la demande.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les 48 heures après la demande d'intervention.

**Logiciels de pilotage et de traitement des données : Le SAV inclut au minimum :**

- les mises à jour et changements de version des logiciels de pilotage,
- les mises à jour des logiciels de traitement des données.

La mise à jour s'entend comme une évolution dans une même version du logiciel (passage d'une version 5.0 à 5.1 par exemple).

Le changement de version s'entend comme le passage d'une version 5.1 à 6.0 par exemple.

La compatibilité entre les logiciels de pilotage et de traitement des données doit être assurée



**Le titulaire devra décrire exactement l'organisation de son service à l'issue du délai de garantie dans son offre technique.**

## **ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

## **ARTICLE 10 – PRIX**

### **10.1 – Contenu des prix :**

Le présent marché est traité à prix forfaitaires exprimés en euros hors taxes (HT) sur la base de la décomposition du prix global est forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, frais de dédouanement, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

### **10.2 – Variation des prix**

Les prix du marché sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation de change.

### **10.3 – TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## **ARTICLE 11 –AVANCE ET ACOMPTES**

### **11.1 – Avance**

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5% ou 10% pour les PME est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

### **11.2 – Acomptes**

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

## ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

### 12.1 – Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
  - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
  - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 13 du présent CCAP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée.

Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

## **12.2 – Délais de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur.

Le paiement intervient après service fait. Si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

## **12-3- intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

## **ARTICLE 13 – PENALITES**

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

## **13.1 – Pénalité pour retard de livraison**

La pénalité pour retard à la livraison est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des

prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

### **13.2 – Pénalité pour retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de **200 €** par jour de retard pourra être appliquée.

## **ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents et les informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues dans le marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

## **ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

## **ARTICLE 16 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT**

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université (PLACE).

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant.

## **ARTICLE 17 – RESILIATION**

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'acheteur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'après l'envoi par l'acheteur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'acheteur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

## **ARTICLE 18 – DIFFERENDS - LITIGES**

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

## **ARTICLE 19 – ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché.

Il devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution du présent marché, délivrer un certificat d'assurances au titre de la responsabilité civile. Le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de présenter une fois par an son attestation d'assurances à l'acheteur.

## **ARTICLE 20 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE**

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux produits ou services objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché public à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

## **ARTICLE 21 – NORMES, LICENCES ET BREVETS**

Le titulaire devra tenir compte de toutes les normes européennes en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 22 – LOGO DE L'ACHETEUR**

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo de l'acheteur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

## **ARTICLE 23 – CESSION, NANTISSEMENT**

Les créances résultant du marché peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement.

## ARTICLE 24 – PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP.

## ARTICLE 25 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – BC 611 – 4 place Jussieu – 75252 PARIS cedex 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés.
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

## ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 3.2 du présent CCAP déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

L'article 5.1 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/FCS.

L'article 5.5 du présent CCAP déroge à l'article 28 du CCAG/FCS.

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

Fait à....., le

En un exemplaire original

Signature et cachet du TITULAIRE